

Propos liminaires

Nous regrettons que le groupe de concertation Blanchet RH ait été reporté deux fois ce mois-ci et que nous soyons dans l'attente d'une nouvelle date. Les problématiques mises à l'ordre du jour ne semblent pas être entendues à leur juste hauteur. Nous en rappelons les points au recteur. Plus largement, nous rappelons l'épuisement des Perdir, même quelques jours après la reprise.

Recteur

Il entend bien nos difficultés, partage ces problématiques, est très reconnaissant de notre engagement au quotidien et nous assure de son soutien.

Il interroge le SG sur le report du Blanchet RH, et lui demande de trouver rapidement une date.

Celui-ci invoque des difficultés de calendrier mais finit par proposer le 26/03 après-midi.

1. La situation sanitaire

La pression de la FCPE sur les établissements pour un retour des élèves à 100% est très forte. A ce jour, la moitié des établissements qui étaient en mode hybride a repris. Il ne reste que 49 établissements en hybride dont 44 du réseau public. Globalement ce sont majoritairement les élèves de terminales qui sont à 100% en présentiel ainsi que les CPGE et les élèves de CAP. Il n'y a plus que 3 collèges sur l'académie qui ne soient pas à 100%.

Les cas de COVID en établissement sont en hausse depuis le retour des vacances, un lycée est fermé et est passé totalement en distanciel. La stratégie de réouverture est à l'étude.

Les tests salivaires en primaire sont déployés depuis jeudi dernier. Ils vont s'intensifier, l'accord des familles est de l'ordre de 80 à 90%

Le Recteur précise qu'il n'existe pas de variant breton.

Ce sont les préfets qui activent les campagnes de tests et choisissent les publics ciblés.

En ce qui concerne l'enseignement de l'EPS, les IA-IPR sont mobilisés auprès des équipes. Les préconisations sont identiques à celles de Janvier, il n'y a pas de modifications possibles à ce jour.

On ne peut obliger les personnels en ASA à se faire vacciner.

2. Organisation des examens

Le grand Oral est à ce jour maintenu. Des ressources ont été diffusées et les inspecteurs mobilisés sur le sujet en début d'année. Les équipes peuvent les solliciter à nouveau avec des besoins précis d'accompagnement.

La complexité de l'organisation des examens professionnels est soulignée pour « peut-être » ne pas avoir lieu...

La DGESCO a mis en place un groupe de travail sur l'organisation des examens.

3. AESH et besoins en remplacement

Les DASEN précisent qu'ils font au mieux avec ce qu'ils ont. Ils disent privilégier les nominations sur les élèves qui ont une notification d'accompagnement individuel. On note l'incompréhension de nombreuses familles sur le changement de culture de l'accompagnement de l'individuel vers le collectif.

4. Evaluation des Perdir

Le SG rappelle que l'évaluation des personnels de direction est régie par un décret. La DGRH envisage une formation pour les PERDIR sur le sujet de l'évaluation des adjoints. Le SNPDEN s'oppose toujours à l'évaluation des adjoints par les chefs d'établissement et continue de se battre contre cette mesure même si les chances d'aboutir s'amenuisent.

5. Les logements de fonction

Nous informons le recteur que nous avons mis ce dossier dans les mains d'un avocat. Le Recteur a reçu le courrier concernant la demande de CD56. Le SG nous rappelle à nouveau que notre requête est fragilisée par les demandes de dérogation.

Le Recteur nous précise que la cour des comptes a déjà rationalisé pour les autres ministères.

6. Les postes prévus en détachement

Nous nous étonnons de la parution des postes réservés au détachement après que les vœux des candidats à mutation aient été réalisés. La DGRH a travaillé avec les rectorats en février pour le choix de ces postes. Il s'agit de la première année sur ce modèle. Ces postes sont des postes d'adjoint sur des structures complexes, le recrutement concerne des profils d'agrégés.

7. L'évaluation des EPLE

Le Recteur précise que l'ensemble des établissements devra être évalué sur 5 ans. Le cahier des charges qui concerne l'évaluation des établissements privés est encore en négociation. Il est dommage qu'il n'y ait pas d'harmonisation avec la Région, qui souhaite une démarche identique avec les lycées. C'est une demande récurrente du SNPDEN de voir des conventions tripartites instaurées.

8. ADAGE et 100% EAC

L'application ADAGE est en expérimentation afin de regrouper toutes les actions, les dispositifs spécifiques des collectivités ainsi que leurs financements. Le sujet sera à aborder dans les BEF.

9. Rentrée 2021

Le COVID monopolise les attentions en établissement actuellement, mais il ne faut pas penser que la mobilisation autour des moyens est terminée.

Nous prévoyons le retour de difficultés au mois de juin.

Le SG nous précise que tous les moyens ont été répartis dans les départements et qu'il n'y a pas de réserve académique.

Les DASEN ont accompagné les établissements en difficulté et leur marge de manœuvre pour juin est quasi inexistante.

Il y a eu 1348 demandes de temps partiel (en hausse par rapport à l'an dernier), dont 27 ont été refusés. Le levier du refus de temps partiel pour absorber les HSA a finalement très peu été utilisé.

M. Larzul indique que 174 postes seront créés et que 239 seront supprimés dans l'académie. Les services travaillent actuellement à l'implantation des stagiaires ainsi que des contractuels alternants (étudiants de M1 se destinant aux métiers de l'enseignement qui effectueront 6h en établissement)